



Sultanat d'Oman: le succès d'une diplomatie discrète
Sultanate of Oman: the success of discreet diplomacy

Dr. LACEB Ferhat

Université de Tizi Ouzou (Algérie)

ferhat.laceb@ummtto.dz

الصفحات: 196 - 209

السنة 2024

العدد: 01

المجلد: 09

تاريخ النشر: 2024/07 /17

تاريخ القبول: 2024/07/13

تاريخ الاستلام 2024 /06/05

Résumé :

Cet article est une réflexion argumentée sur la politique étrangère du Sultanat d'Oman et de son poids géostratégique dans le Golfe persique . Le papier analysera également les défis et les obstacles auxquels est confrontée la politique étrangère du Sultanat, et cela en examinant le rôle de son positionnement géographique et son influence sur l'orientation de sa diplomatie.

Mots-clés: Oman; Diplomatie; Golfe persique; Détroits maritimes; Géographie politique

Summary :

This article is a reasoned reflection on the foreign policy of the Sultanate of Oman and its geostrategic weight in the Persian Gulf. The paper will also analyze the challenges and obstacles facing the Sultanate's foreign policy, examining the role of its geographical positioning and its influence on the direction of its diplomacy.

Keywords: Oman; Diplomacy; Persian Gulf; Maritime straits; Political geography

Introduction :

Le Sultanat d'Oman est une monarchie héréditaire. Le système de gouvernance repose sur une loi fondamentale appelée le « Livre blanc », celui-ci a une valeur constitutionnelle et le sultan est à la tête de l'État. Le sultan Qabous bin Said Al-Said arrive au pouvoir et occupe en même temps le poste de Premier ministre. Il monte sur le trône en 1970 et le reste jusqu'à sa mort en 2020.

Le sultan Qabous n'a pas d'enfants, et à cet effet, il a modifié la loi fondamentale en 1996, obligeant sa famille à choisir un successeur masculin parmi les descendants de Turki bin Said, sultan de Mascate et d'Oman entre 1871 et 1888, pour assumer la fonction de sultan en cas de son décès. Qabous a rédigé un document contenant le nom de sa personne préférée pour assumer le poste de sultan au cas où aucun accord n'aurait pas été trouvé entre les membres de la famille royale.

Cet article soulève la problématique relative au défi de la politique étrangère du nouveau sultan d'Oman, Haitham bin Tariq Al-Said, dont les traits étaient déjà révélés plusieurs années avant la mort du sultan Qabous car, l'enjeu réside dans la volonté du Sultanat de maintenir la politique de « neutralité positive », et sa difficulté inhérente à la maintenir, compte tenu de la complexité du système politique de la région du Golfe persique et de la polarisation qui s'y opère.

1-La neutralité positive du Sultanat :

Les pays diffèrent dans leur situation géographique d'un endroit à un autre, et selon son positionnement, l'importance d'un pays augmente ou diminue. L'emplacement peut être au carrefour des routes commerciales ou dans une zone de ressources minérales ou d'hydrocarbures, et les

dangers environnants s'amplifient en conséquence, ou s'amoindrissent avec les circonstances avoisinantes.

Le Sultanat d'Oman ne reçoit pas la même attention que les autres pays du Golfe persique car, la politique de « neutralité positive » qu'il a menée pendant des décennies l'a éloignée des projecteurs, et en a fait une station de médiation silencieuse, contrairement à ses voisins impliqués dans de nombreux conflits au Moyen-Orient (exception faite au Bahreïn).

Cependant, la médiation discrète omanaise a joué un rôle central dans la signature de l'accord nucléaire entre l'Iran et les pays occidentaux en 2015 (Rezaei, 2019, pp. 68-69) .Puis l'exceptionnelle diplomatie omanaise s'est transformée en casse-tête pour les pays du Golfe persique , et cela peut-être en raison de l'histoire longue et unique du Sultanat.

Alors que les régimes politiques du Golfe persique ont été formés à un stade tardif de l'histoire moderne, le Sultanat d'Oman en tant qu'institution a une tradition plus ancienne et plus complexe, bien qu'elle ait finalement été basé sur la personne du sultan omanais.

La caractéristique la plus importante de cette tradition est le positionnement à l'écart de l'ancien système régional ottoman, et sa proximité avec le système régional anglo-indien pendant un siècle, au cours duquel la relation omanaise avec la Grande-Bretagne et l'Inde s'est cristallisée jusqu'à l'émergence du système régional arabe (Omanais, 2008, p. 83)

Celui-ci n'était pas propice à Oman car, il comprenait l'axe des Républiques radicales dirigé par l'Égypte ,et l'axe des monarchies conservatrices mené par l'Arabie saoudite. L'inimitié entre ces entités et le Sultanat s'est prolongée jusqu'aux années soixante-dix (Shergold, 2021, p. 16).

Avec le boom pétrolier et la montée en puissance du sultan Qabous, l'intégration tranquille d'Oman dans le système régional arabe a commencé, sans effacer complètement les effets de sa « position éloignée » des principaux piliers politiques, tels que le conflit israélo-arabe ,le refus d'une politique militaire , et la dépendance sécuritaire vis-à-vis des pays non arabes (Merzouk, 2016, p. 57) .

Oman a étendu les lignes de communication avec l'État hébreu, entretenu des relations amicales avec l'Iran qui l'a soutenu en 1975 pour affronter la rébellion du Dhofar (Djalili, 2016, p. 10) .Le Sultanat a également entretenu de bonnes relations avec l'Égypte même après la normalisation de ce dernier avec Israël en 1978, et a maintenu un lien étroit avec l'Inde, contrairement à la position du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ,alignée habituellement sur le Pakistan.

Qabous a préservé le long héritage pacifique du Sultanat, et deux facteurs principaux l'ont aidé à protéger « une diplomatie de la neutralité » ,relativement éloignée de l'agenda du système régional arabe : le premier est le poids relatif d'Oman dans le Golfe persique car, jusqu'à la fin de la dernière décennie, Oman est resté le troisième plus grand pays du Golfe démographiquement (Skeet, 2000, p. 110) .Le second facteur est sa richesse pétrolière - malgré sa faiblesse en comparaison avec le reste du Golfe persique - elle lui a conférée une base financière suffisante pour moderniser le pays et activer sa diplomatie à l'étranger .

Source:<https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/oman.htm>



2-Le dilemme du petit pays :

Le dilemme du Sultanat réside d'abord dans sa structure en tant que pays ,cela en raison de sa petite taille et de sa faible population par rapport aux autres pays du monde. Les petits États souffrent généralement des limites imposées par leur capacité à former un centre de gravité dans leur région, s'y adjoint l'éventualité de tomber sous l'autorité des pays plus puissants qu'eux ,cette situation peut donc menacer leur souveraineté ou du moins ,les soumettent à des pressions

politiques. À cela s'ajoute l'impact négatif des conflits qui les entourent, menaçant leur stabilité.

C'est pour ces raisons évoquées, que les petits États cherchent toujours à obtenir des garanties pour leur sécurité et leur souveraineté de la part des parties extérieures, occupants une place imposante dans le système international, et c'est ce qui se révèle dans la longue histoire d'Oman , notamment sa coopération avec la Grande-Bretagne, l'Inde, puis la Etats-Unis. Les petits États cherchent également à équilibrer les risques régionaux plutôt que de prendre pleinement parti, comme en témoigne le cas d'Oman, qui maintient ses distances avec l'Arabie saoudite et l'Iran.

L'autre stratégie des petits pays est celle d'intégrer les organisations institutionnelles avec un carte bien défini, qui leur permettent une reconnaissance de leur souveraineté de la part des parties qui pèsent politiquement dans la région, c'est ce qui a poussé d'ailleurs les Omanais à rejoindre le CCG immédiatement après sa création, malgré les différends frontaliers avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) (Ridout, Jones, & Nicholas, 2012, p. 15) .

Enfin, et surtout sur le plan diplomatique, le Sultanat a joué un rôle de médiateur à plusieurs niveaux entre les pays rivaux de sa région car, le processus de médiation lui procure quelques avantages à savoir que, la médiation réduit l'intensité de la polarisation, qui menace sa stabilité, plus fragile par nature que celle des autres pays du Golfe persique , cela en fait un point d'appui diplomatique pour la résolution des conflits, et lui confère un poids dans le système régional et une voix parmi les grands pays de la région .

En raison des facteurs institutionnels historiques qui ont contribué à la cristallisation de la diplomatie omanaise, en tant que pays libéré des contraintes des facteurs structurels qu'il partage avec les petits États en

général, la politique de « neutralité positive » du Sultanat a perduré pendant l'ère Qabous.

Il est donc peu probable d'assister à des changements radicaux dans l'approche omanaise, compte tenu de ses racines claires dans sa structure en tant qu'État, et dans son histoire en tant qu'institution. Cela a été confirmé par le nouveau sultan Haitham bin Tariq lorsqu'il s'est engagé à suivre les traces de Qabous dans sa politique étrangère, et son engagement envers la coexistence pacifique, le bon voisinage, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, et la résolution des différends par des moyens pacifiques (Society, p. 4).

Alors qu'Oman entame ses premiers pas sous le règne du nouveau sultan, il se trouve confronté au défi émirati, qui soulève la question d'une possibilité de maintenir une « neutralité positive » pendant la prochaine décennie.

3-Le défi émirati :

Les EAU sont le quatrième plus grand État du Golfe persique après Oman mais, la plus grande richesse pétrolière d'Abu Dhabi lui a toujours octroyé un rôle relativement plus large qu'Oman, sans nécessairement créer un énorme écart de pouvoir entre les deux pays (Boussois, 2021, p. 34) .

Cependant, l'équilibre entre les deux pays les plus importants après l'Arabie saoudite dans la région du Golfe persique a commencé à changer, après que la région ait connu la deuxième flambée des prix du pétrole suite à la guerre en Irak en 2003. Les EAU ont su exploiter cette manne financière issue des revenus pétroliers pour réaliser un énorme bond économique, en transformant sa structure socio-économique, alors qu'au même moment, la performance économique d'Oman a été limitée en raison du manque de diversification et de la dépendance excessive au pétrole.

La politique étrangère omanaise a traité des problèmes imposés dans le cadre d'une géographie constante, caractérisée par le calme, la délibération et l'objectivité. Le Sultanat d'Oman a également réalisé que sa situation géostratégique lui avait confié une grande responsabilité, celle de contribuer principalement à la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz, l'un des plus importants du monde.

Compte tenu du contrôle d'Oman sur le détroit d'Ormuz à travers la péninsule de Musandam, qui est entourée de toutes parts par les EAU, ces derniers ont des ambitions politiques concernant le rôle d'Oman, allant de l'influence sur sa politique intérieure en exerçant des pressions sur le Sultanat, voire même d'un véritable contrôle du Musandam, auquel Oman a implicitement résisté en promulguant une loi en 2018 pour empêcher les non-omanais de posséder des terres dans leurs zones frontalières, après que des acquisitions aient été effectuées par les Emiratis (Dean, 2020, p. 1).

La tension omano-émiratienne s'est manifestée pour la première fois en 2011, lorsqu'Oman a officiellement révélé une cellule d'espionnage émiratienne, suivie d'une autre en 2019 (LEAKS, 2019). La tension s'est également accrue en raison de divergences sur le blocus du Qatar en 2021 (Institut, 2022, p. 36).

Le dossier yéménite, en particulier, pose également un défi aux relations omano-émiratien et saoudiennes, en raison de leur incursion dans le Gouvernorat yéménite d'Al-Mahra frontalier d'Oman, dont la population a des liens historiques, culturels et tribaux avec ses voisins omanais, et la pression sur le Sultanat s'accroît du fait de l'intervention militaire émiratienne et saoudienne.

À la lumière du conflit qui y fait rage au Yémen, Oman joue la carte habituelle de la médiation à travers sa communication ouverte avec les Houthis. Une médiation qu'il avait pratiquée auparavant tout au long des années de guerre, pour évacuer les ressortissants étrangers lorsque les

rebelles ont pris d'assaut Sanaa en 2014, ce qui lui accordé des clés diplomatiques importantes dans le dossier yéménite (Bonnefoy, 2017, p. 70) .

Cependant, l'intensification et la continuité du conflit, en raison du poids que représentent l'Arabie saoudite et les EAU et leur capacité à assurer une présence militaire sur le terrain, en particulier le contrôle effectif des EAU sur l'île de Socotra, importante sur le plan géopolitique car , cet archipel se trouve en plein milieu de l'une des voies les plus fréquentées au monde, à savoir le golfe d'Aden, qui mène vers le canal de Suez .Cette situation incite Oman à opérer une médiation diplomatique discrète avec un impact limité (Christine, 2018, p. 131).

4-Les perspectives sécuritaires pour le Sultanat d'Oman :

Cette situation conflictuelle avec les EAU qui impacte la sécurité omanaise est susceptible de poser un défi au sultan Haitham, tant que la puissance omanaise - militaire et de renseignement en particulier - restera limitée à l'intérieur d'Oman, en raison de la montée en puissance du pouvoir émirati, et de son alliance tacite avec l'Arabie saoudite et l'actuelle administration américaine.

Dès lors, les options qui s'offrent à la politique omanaise s'amenuisent - comme c'est le cas lorsque les conflits grandissent dans l'environnement stratégique d'un petit pays - lui laissant la possibilité de se rapprocher du principal garant de la sécurité que sont généralement les Etats-Unis. Un alignement de ce genre au détriment de rôles plus neutres, a commencé à émerger lorsque le sultan Qabous a accueilli le Premier ministre israélien, Netanyahu, en 2018 (Simon & Assaf, 2018).

Puis cet alignement est apparu plus clairement, avec la première prise de position publique favorable de la diplomatie omanaise sous la houlette du sultan Haitham, concernant la perception de l'administration

Trump pour la paix en 2020, ou le « deal du siècle » (Dekel, Kurtz, & Shusterman, 2020) .

La position omanaise pourrait surprendre les observateurs des affaires omanaises mais, c'est le signe d'une nouvelle tendance dans les relations omano-américaines, qui se poursuivra sans doute avec l'administration américaine actuelle, en particulier depuis sa médiation dans la région arabe concernant le conflit israélo-palestinien, un dossier central et brûlant, contrairement aux autres affaires .

Ainsi, assurer le soutien américain, suivre le rythme du rapprochement croissant entre l'administration américaine de Joe Biden et Abu Dhabi, et éviter un affrontement avec Israël et ses lobbies dans les couloirs de la politique américaine ,devient une option pragmatique de la stratégie omanaise.

Pour illustrer ce rapprochement, un forum bilatéral s'est tenu en 2024 pour discuter de l'ensemble des liens de défense entre les États-Unis et Oman. Les deux parties ont discuté des menaces à la sécurité maritime et frontalière, la guerre entre Israël et Gaza, la sécurité de la mer Rouge et la manière de renforcer leur partenariat de défense (Congress, 2024, pp. 10-11) .

Conclusion :

Conformément à sa tradition diplomatique, Oman s'est toujours efforcé de maintenir une neutralité positive au sein du système régional arabe, avec lequel ses liens sont relativement libéraux et récents. Cependant, son nouveau sultan, Haitham bin Tariq, devra faire face à deux nouveaux défis qui ont commencé à émerger au cours de la dernière décennie : le défi du poids croissant du rôle émirati et les difficultés qu'il pose à Oman, et celui de l'alliance entre EAU et l'Arabie saoudite et ses implications au Yémen.

Tant qu'Oman ne trouvera pas une solution viable pour faire face à ces deux défis, il aura plus que jamais besoin du soutien des États-Unis pour sa souveraineté, ce qui impliquera la modification de sa neutralité dans certains dossiers pour la rendre plus cohérente avec les positions américaines. L'option d'un rapprochement avec États-Unis sera forcément moins contraignante pour le Sultanat que le recours au soutien du CCG, avec les lourdes contraintes que ce dernier pourrait imposer à sa diplomatie au Yémen et en Iran.

Oman continuera certainement de maintenir des lignes de communication ouvertes avec diverses parties, dont Israël. Cela permettra à Oman de maintenir ses bonnes relations avec les États-Unis, en particulier à un moment où le Sultanat a besoin des Américains pour équilibrer ses relations avec l'Iran, d'une part, et les EAU et l'Arabie saoudite, d'autre part.

Oman ne peut pas lutter de manière réaliste contre les EAU mais, le défi émirati le poussera inévitablement à posséder les cartes nécessaires pour exprimer des vues plus fermes liées directement à sa sécurité nationale. Ces cartes ne seront pas collectées par le sultan Haitham du jour au lendemain, mais elle passeront par une institutionnalisation plus globale de sa politique étrangère pour faire face à ces défis à long terme, et préserver son indépendance diplomatique, tout en ouvrant la porte à un meilleur positionnement politique et économique dans le Golfe persique.

Bibliographie :

Bonnefoy, L. (2017). *Le Yémen : De l'Arabie heureuse à la guerre*. Paris: Fayard.

Boussois, S. (2021). *Émirats arabes unis: À la conquête du monde*. Paris: Max Milo.

Christine, O. (2018). *Le prince mystère de l'Arabie*. Paris: Robert Laffont.

Congress, C. o. (2024). *Oman: Politics, Security, and U.S. Policy*,. Washington: Congressional Research Service.

Dean, H. (2020). *Ownership of Lands and Real Estate Properties by Non-Omani People*. CMS Law Now.

Dekel, U., Kurtz, A., & Shusterman, N. (2020). *The Deal of the Century: Where Does it Lead?* . Tel Aviv : The institute for national security studies.

Djalili, M.-R. (2016). L'Iran dans les crises du Moyen-Orient. *Revue Politique Étrangère* (2).

Institut. (2022). *Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*. Toulon: FMES.

Jones, J., & Ridout, N. (2012). *Oman, Culture and Diplomacy*. Edinburgh: Edinburgh University Press.

LEAKS. (2019, 05 06). *Oman busts new spy ring directed by UAE*. Récupéré sur <https://www.emiratesleaks.com>.

Merzouk, M. I. (2016). *L'impact des conditions économiques sur la stabilité politique dans les pays du Conseil de coopération du Golfe [en arabe]*. Jordanie: Université de Jordanie.

Omanais, M. d. (2008). *Le Sultanat d'Oman en vingt ans : Promesses et fidélités [en arabe]*. Sultanat d'Oman: Institutions Politiques.

Rezaei, F. (2019). *Iran's Foreign Policy After the Nuclear Agreement*. UK: Palgrave Macmilan.

Ridout, Jones, J., & Nicholas. (2012). *Oman, Culture and Diplomacy*. Edinburgh,: Edinburgh University Press.

Shergold, P. (2021). *The war in Northen Yemen :Muscat and the Sultanate of Oman,1954-1962*. England: Helion & Company .

Simon, H., & Assaf, O. (2018). *Netanyahu visits Oman*. washingtoninstitute, Washington.

Skeet, I. (2000). *Oman: Politics and Development*. London: Palgrave.

Society, T. B. *Oasis of Diplomacy: How can His Majesty Sultan Haitham bin Tariq maintain Oman's independent foreign policy in the face of developing geopolitical and economic risks?*